IRF – PROLONGATION/RÉALLOCATION BUDGÉTAIRE D'UN PROJET IRF
SANS IMPACT SUR LE COÛT GLOBAL

FORMULAIRE 3.5

Project ID: 00110558
IRF-243

# FONDS POUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX
## Prolongation/réallocation budgétaire d'un projet IRF sans impact sur le coût global[1]

| | |
|---|---|
| **Titre du projet :** Consolidation de la Paix et démarrage du processus DDR dans le Pool, en République du Congo | **Entités récipiendaires de l'ONU (RUNO)**<br>PNUD / UNFPA/ UNHCR |
| **Personne à contacter concernant le projet :**<br>Personnes à contacter concernant le projet :<br><br>Maleye Diop, Représentant Résident du PNUD<br>Adresse : Avenue Biayenda / Behagle<br>BP 465 PNUD Congo<br>Téléphone : +242 06 875 0001<br>E-mail : maleye.diop@undp.org | **Partenaires d'exécution – nom et type de partenaire :**<br>***Gouvernement :***<br>1. Commission Ad Hoc Mixte-Paritaire (CAMP)<br>2. Haut-Commissariat à la Réinsertion des Ex-Combattants (HCREC)<br>3. Ministère de l'intérieur, de la décentralisation et du développement local<br>4. Ministère de la défense nationale<br>5. Ministère de la justice, des droits humains et de la promotion des peuples autochtones<br>6. Ministère de la communication et des médias<br>7. Ministère de l'enseignement technique et professionnel et de la formation qualifiante et de l'emploi<br>8. Ministère de la jeunesse et de l'éducation civique<br>9. Préfecture du département du Pool<br>10. Mairies et le Conseil départemental du Pool<br>11. Conseil Nationale du Dialogue<br>12. Commission Nationale des Droits de l'homme<br>***Société Civile :***<br>1. Leaders communautaires, traditionnels et religieux<br>2. ONGs Nationales et Internationales<br>3. Organisations communautaires de base y compris les groupes de femmes et de jeunes<br><br>***Système des Nations Unies*** :<br>1. UNOCA (Bureau SRSG Libreville)<br>2. CNUDDH (Yaoundé) |

[1] Veuillez utiliser ce formulaire UNIQUEMENT si la prolongation est sans effet sur le coût global ni sans impact significatif sur le résultat visé OU si une réallocation budgétaire pour un même projet a un impact d'au moins 15 % sur une ou plusieurs catégories de dépense. Le Formulaire 3.3 de transmission (« Transmittal Form ») n'est pas nécessaire. Toutefois, un procès-verbal du JSC indiquant qu'il n'y a pas d'objections au changement doit être effectué dans les 3 mois suivant la proposition de changement. Le formulaire et le procès-verbal du JSC devront être soumis au MPTF et au PBSO for information.

| | |
|---|---|
| **Numéro de projet du Bureau des fonds d'affectation spéciale pluri- partenaires (MPTF) :** COG10 00109522/00108859 | **Site du projet :** Le Pool (13 districts et 2 communes de plein exercice) |
| **Description du projet :**<br>Cette initiative conjointe du gouvernement avec l'appui des agences du SNU et des partenaires nationaux vise à contribuer au rétablissement dans le Pool, des bases essentielles pour une paix et une stabilité, durables, à travers le renforcement de la cohésion sociale et de la cohabitation pacifique.<br>Les objectifs spécifiques visés sont :<br>i. Entamer un dialogue inclusif sur le département du Pool, dans le but de contribuer à la consolidation de la paix<br>ii. Entamer le processus DDR selon les normes internationales<br>iii. Promouvoir le respect des droits humains, envers les acteurs étatiques et non-étatiques pour la réconciliation et la prévention des conflits<br><br>Ceci à travers les plateformes de dialogue et d'échanges communautaires entre les populations du pool, y compris les ex-combattants Ninjas, avec la participation société civile, les femmes, la jeunesse, les médias et les structures étatiques. Ainsi que des formations, des sensibilisations, le démarrage du désarmement et des activités de réinsertion contribuant à la réduction de la violence communautaire | **Budget PBF : 2 880 048.72 USD**<br>**Contributions hors PBF : 0**<br>**Budget total du projet : 2 880 048.72 USD**<br><br>**Date de démarrage du projet :** 21 mai 2018<br>**Date initiale d'achèvement du projet :** 21 Octobre 2019<br>**Nouvelle date d'achèvement** *(le cas échéant)*: 21 mai 2020 |
| **« Score » d'égalité entre les sexes (« Gender Marker »)[2]: _2__**<br>Les principales activités déclinées dans le cadre du projet prennent en compte les questions du genre gardant à l'esprit l'indispensable et nécessaire contribution et participation des femmes à tous les niveaux des activités du projet, notamment en ce qui concerne le renforcement de la cohésion, la promotion de la cohabitation pacifique et les bénéfices liés aux moyens d'existence dans un contexte de consolidation de la paix comme celui du Pool. | |
| **Résultats du projet :** Les résultats attendus dans le cadre du présent projet sont :<br><br>**R1 :** Un dialogue inclusif est entamé sur le département du Pool, dans le but de contribuer à la consolidation de la paix (PNUD)<br><br>**R2 :** Le processus DDR est entamé selon les normes internationales (PNUD)<br>**R3 :** Le respect des droits humains est promu envers les acteurs étatiques et non-étatiques pour la réconciliation et la prévention des conflits (PNUD-UNFPA-UNHCR)<br>**De façon périodique** l'expertise des Agences non résidentes (UNOCA et UNCDDH) dans le cadre du plaidoyer pour le dialogue, la promotion des Droits de l'Homme et les formations | |

[2] PBSO prend en compte l'intégration des femmes et des jeunes filles à tous les projets du Fonds, conformément aux résolutions du Conseil de sécurité 1325, 1888, 1889, 1960 et 2122 et tel que mandaté par le Secrétaire général dans ses Sept engagements du Plan d'action pour la prise en compte de la problématique hommes-femmes dans la consolidation de la paix.

IMPACT SUR LE COÛT GLOBAL

le résultat du Fonds[3] résumant au mieux l'objectif du projet :

mise en œuvre des accords de paix et le dialogue politique (Priorité1)

coexistence et la résolution pacifique des différends (Priorité 2)

| *(Pour les projets financés par l'IRF) ** | |
|---|---|
| **Entité(s) récipiendaire(s) de l'ONU (RUNO)** <br> *(un cadre de signature par RUNO)* | **Représentant des autorités nationales : Ministre Haut-Commissaire à la Réinsertion des Ex-combattants** |
| *Nom de la Coordonnatrice Résidente ai :* <br> ppini [redacted] <br> Signature <br> Nom de l'Agence : Coordination du SNU <br> Date et cachet | *Nom du Représentant du gouvernement partenaire* <br> **Eloge Landry Kolélas** [redacted] <br> *Signature* <br> *Titre : Ministre Haut-Commissaire à la Réinsertion des Ex-Combattants* <br> *Date et cachet* 08 OCT 2019 |
| *Nom du Représentant Résident du PNUD* <br> [redacted] <br> Signature <br> *Nom de l'Agence :* (Agence lead) <br> *Date et cachet* 7/10/2019 | |
| *Nom du Représentant Résident de l'UNFPA :* <br> Mohamed Lemine Salem Ould MOUJTABA <br> Signature [redacted] <br> Nom de l'Agence : UNFPA <br> Date et cachet 7/10/2019 | [redacted] <br> Date & Seal |
| Nom du Représentant Résident de l'UNHCR : <br> [redacted] <br> Signature <br> Nom de l'Agence : UNHCR <br> Date et cachet 07/10/19 | |

[3] Les domaines de résultat du Fonds pour la consolidation de la paix sont les suivants :
1. Apporter un soutien à la mise en application des traités de paix et au dialogue politique (Priorité 1) :
(1.1) Réforme du secteur de la sécurité, (1.2) État de droit; (1.3) Désarmement, démobilisation et réintégration; (1.4) Dialogue politique;
2. Promouvoir la coexistence et la résolution pacifique des différends (Priorité 2) :
(2.1) Réconciliation nationale; (2.1) Démocratie; (2.3) Gestion/ résolution des conflits;
3. Revitaliser l'économie et générer des dividendes immédiats de la paix (Priorité 3) :
(3.1) Génération d'emplois à court terme; (3.2) Subsistance durable.
4. Rétablir la mise en place des services administratifs essentiels (Priorité 4).
(4.1) Renforcement de la capacité nationale en services essentiels; (4.2) Extension de l'autorité de l'État/ administration locale ; (4.3) Gouvernance des ressources de consolidation de la paix (y compris le Secrétariat du Fonds).

## Table des matières

I. Cause des changements apportés au projet et justification

(Nature du changement et justification)

II. Impact budgétaire

(Révision du budget)

## I. Cause des changements apportés au projet et justification

**Nature des changements et justification :**

Le démarrage effectif des activités, a fortement été tributaire de l'attente de la levée d'arrêt du Pasteur (27 juillet 2018) et de la libération des prisonniers du conflit, principaux quitus politico-sécuritaires pour accéder à certaines zones. Ce qui a causé quatre (04) mois de retard de démarrage, observés également à cause des reports successifs des dates de la tenue des plateformes de dialogue et des réconciliations dans les 15 entités territoriales du Département (démarrage 12 janvier 2019). En outre, la faiblesse des capacités des prestataires des services et des ONG locales sur le terrain et l'enclavement d'un grand nombre de localités a nécessité plusieurs actions de préparation et de suivi rapproché qui ont allongé les délais requis. Les activités concernées sont relatives au dialogue, aux réhabilitations des infrastructures, aux activités génératrices de revenus et à la protection au sein des communautés, ainsi qu'aux études et au suivi permanent.

Il convient de noter que le défi lié à la contribution du Gouvernement au DDR fait toujours l'objet de suivi et de lobbying et le Ministre Haut-Commissaire à la Réinsertion des Ex-Combattants (HCREC) et ses collègues impliqués directement, rassurent chaque jour sur l'imminence de son déblocage.

Il importe d'ajouter également que le retard dans la réalisation de ces prérequis ci-dessus cités, en raison de la complexité et de la sensibilité du processus ayant nécessité des délais plus longs, a beaucoup joué sur l'achèvement des sessions de dialogue intracommunautaire. De même l'opérationnalisation complète de tous les 15 comités mis en place, pour jouer leur plein mandat, dans les zones cibles du projet, traine à cause du retard dans l'élaboration pour approbation de leurs plans d'action respectifs, toute chose qui a eu un impact certains sur l'identification et la réalisation de certaines activités du projet. A cela il importe d'ajouter aussi le retard du démarrage du DDR, dont la dynamique du plaidoyer est soutenue et maintenue par le projet.

Ces retards ont eu aussi un impact certain, mais rattrapable, sur l'exécution du budget du projet qui enregistre 72 % de taux d'exécution au 15 septembre 2019, soit $US **2,063,154.27** sur un budget total de $US **2,880,048.72** pour les trois (03) agences, réparti comme suit :

| Agence SNU | Montant planifié $US | Montant engagé $US | Taux d'exécution Budget |
|---|---|---|---|
| PNUD | 2,242,488.59 | 1, 659,514.59 | 74% |
| UNFPA | 334,591.14 | 214,798.03 | 64,20% |
| UNHCR | 302,968.99 | 188,841.65 | 62,33% |
| **Total** | **2,880,048.72** | **2,063,154.27** | **72%** |

La présente demande d'extension sans coût est formulée afin d'achever et consolider les activités ci-dessous déclinées :

- Le Renforcement de la cohésion sociale, à travers l'opérationnalisation des comités de dialogue.
- Le suivi des activités HIMO (réhabilitation des pistes et de centres de santé), qui viennent d'être lancées
- Le suivi de la mise en oeuvre des recommendations des 15 plateformes de dialogue et de réconciliation
- Poursuite du renforcement des capacités des acteurs impliqués dans la consolidation de la paix (Force publique, magistrats, professionnels de médias, etc.)
- La confirmation, le financement et le suivi des Activités Génératrices (15) pré-identifiées et la mise à disposition des 5 moulins aux groupements des femmes
- Le maintien de la dynamique du Plaidoyer pour le démarrage effectif et imminent du DDR auprès des responsables du Gouvernement et des Partenaires Techniques et Financiers qui continuent de s'intéresser au processus de DDR
- Le Renforcement de la promotion des Droits de l'Homme (capacitation, VBG et VSBG, Genre) et le maintien du personnel recruté et déployé sur le terrain pour la poursuite de l'assistance engagée ;
- Le lancement de l'étude sur les causes du conflit du Pool
- L'analyse sur l'implication des femmes et filles dans le conflit ainsi que les effets du conflit sur elles.
- La conduite d'une étude diagnostique des violences et violations des droits humains dans la zone de réintégration ciblée
- Renforcement des activités de sensibilisation et de mobilisation communautaires et de monitoring sur les violences sexuelles basées sur le genre (VSBG) et les violations des droits humains
- Appui à la mise en place de réseaux de lutte contre les VBG
- L'évaluation indépendante du projet.

## II. Impact budgétaire

### Révision du budget

**IRF – PROLONGATION/RÉALLOCATION BUDGÉTAIRE D'UN PROJET IRF SANS IMPACT SUR LE COÛT GLOBAL** **FORMULAIRE 3.5**

Cette demande d'extension est sans coût et donc n'aura pas de changement sur le budget du projet.

**Tableau 1 : Activité budgétaire du projet**

| RESULTAT/ MUMERO DU RODUIT | NOM DU PRODUIT | BUDGET PAR PRODUIT DU PROGRAMME ET PAR RUNO ($US) | | | BUDGET TOTAL ($US) | COMMENTAIRES (C.A.D. SUR LA JUSTIFICATION CONCERNANT LES TYPES D'APPORTS FOURNIS OU LE BUDGET) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | UNFPA | PNUD | UNHCR | | |
| **OUTCOME 1 : Un dialogue inclusif est entamé sur le département du Pool, dans le but de contribuer à la consolidation de la paix** | | | | | | |
| **Output 1.1** | Les plateformes de dialogue et/ou comités menant à la participation politique, à la paix et au développement sont établies et fonctionnels | - | 392 000.00 | - | | Renforcement des capacités du CND-Organisation des plateformes et mise en place et opérationnalisation des comités de dialogue – identification des acteurs du dialogue- étude sur les causes profondes du conflit au pool |
| **Output 1.2** | Les campagnes de vulgarisation des dispositions de l'Accord de cessez-le-feu et du processus de paix, y compris sur le DDR, sont réalisées | - | 61 000.00 | - | | Stratégie de communication et sensibilisation – monitoring et formation des professionnels de médias-vulgarisation d l'accord et du programme DDR |
| **OUTCOME 2 : Le processus DDR est entamé selon les normes internationales** | | | | | | |
| **Output 2.1** | Le cadre programmatique du DDR aligné aux normes internationales est mis en place et opérationnel | - | 85 000.00 | - | | Elaboration du cadre légal du DDR-Sensibilisation des ex-combattants et de leur communauté d'accueil-plaidoyer pour le démarrage effectif du DDR |
| **Output 2.2** | Les études et évaluations initiales nécessaires à l'exécution de la réintégration sont réalisées, et le système de base de données mis en place | 36 700.00 | 778 000.00 | 148 300.54 | | Profilage et cartographie des ex-combattants/jeunes et autres vulnérables – étude des opportunités de réintégration-analyse de l'implication des femmes/filles dans le conflit et conséquences du conflit |

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | sur elles – identification des partenaires d'exécution – Base de données-assistance à court terme aux vulnérables sexospécifiques-HIMO—AGR-capacitation des IMFs-groupements |
| **Output 2.3** | Les services d'appui à la réintégration sont renforcés en tenant compte des besoins spécifiques des femmes et filles ex-combattantes et associées aux groupes armés | 25 000.00 | 20 500.00 | 102 800.54 | | Réalisation de diagnostics sur les défis de réintégration et recommandations - capacitation des partenaires fournisseurs de services de réintégration |
| **OUTCOME 3: Le respect des droits humains est promu envers les acteurs étatiques et non-étatiques pour la réconciliation et la prévention des conflits** | | | | | | |
| **Output 3.1** | Le cadre de protection juridique pour le DDR est accompagné tout en prenant en compte les droits humains | 15 000.00 | 11 085.10 | 10 000.00 | | Appui au Leadership et aux efforts de réconciliation - mise en place d'un répertoire des de dommages – mise en place d'une commission de réconciliation au niveau local |
| **Output 3.2** | La force publique est formée aux droits de l'homme et participent à la réconciliation | 70 000.00 | - | - | | Formation de la force publique sur les DH – Mise en place et opérationnalisation des comités de lutte contre les violations des DH |
| **Output 3.3** | Un réseau d'identification, de documentation et de prévention des violences et violations au niveau communautaire est mis en place et opérationnel, y compris sur les questions de violences basées sur le genre | 164 000.00 | - | 20 000.01 | | Etude diagnostique des violences et violation des DH – Appui à la prévention des VBG-sensibilisation sur les VSBG et les violations des DH – monitoring des violations/ abus des DH en direction des « laissés de côté » et les populations avec handicaps et autochtones -réseau d'alerte sur les violences aux femmes |
| **OUTCOME 4: Gestion de projet** | | | | | | |
| Project personnel | 1 Coordonnateur **(P4)** 3 experts (M&E, Genre, Appui communautaire), 1 AAF (G5), 1 chauffeur | | 600 000.00 | - | | Recrutement du personnel pour assurer la gestion et la coordination du Projet |

**IRF – PROLONGATION/RÉALLOCATION BUDGÉTAIRE D'UN PROJET IRF SANS IMPACT SUR LE COÛT GLOBAL**

**FORMULAIRE 3.5**

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Project general operating costs | Suivi et Evaluation du projet conjoint (Comité de pilotage, évaluations à mi-parcours et finale) | 2 002.00 | 31 198.10 | 2 047.50 | | Fonctionnement - M&E-audit |
| | | - | 117 000.53 | - | | |
| **SUB-TOTAL PROJECT BUDGET** | | 312 702.00 | 2 095 783.73 | 283 148.59 | | |
| Indirect support costs (7%) | | 21 889.14 | 146 704.86 | 19 820.40 | | |
| **TOTAL PROJECT BUDGET** | | **334 591.14** | **2 242 488.59** | **302 968.99** | **2 880 048.72** | |

**Tableau 2 : Projet de budget par catégories de dépense de l'ONU par RUNO[4]**

| CATEGORIES | Budget d'origine UNFPA ($US) | Budget d'origine PNUD ($US) | Budget d'origine UNHCR ($US) | Augmentation / diminution proposée ($US) | Nouveau budget proposé ($US) |
|---|---|---|---|---|---|
| 1. Staff and other personnel | | 600 000.00 | | **0.00** | 600 000.00 |
| 2. Supplies, Commodities, Materials | 156 000 | 559 730.64 | 95 948.59 | **0.00** | 811 67923 |
| 3. Equipment, Vehicles, and Furniture (including Depreciation) | | 94 500.00 | | **0.00** | 94 500.00 |
| 4. Contractual services | 78 000 | 566 514.44 | 127 146.98 | **0.00** | 771 661.42 |
| 5. Travel | 59 800 | 132 000.00 | 30 705.50 | **0.00** | 222 505.50 |
| 6. Transfers and Grants to Counterparts | 16 900 | 94 840.56 | 27 300.02 | **0.00** | 139 040.58 |
| 7. General Operating and other Direct Costs | 2 002 | 48 198.09 | 2 047.50 | **0.00** | 52 247.59 |
| **Sub-Total Project Costs** | 312 702 | 2 095 783.73 | 283 148.59 | **0.00** | 2 691 634.32 |
| 8. Indirect Support Costs (must be 7%) | 21 889.14 | 146 704.86 | 19 820.40 | **0.00** | 188 414.40 |
| **TOTAL** | **334 591.14** | **2 242 488.59** | **302 968.99** | **0.00** | **2 880 048.72** |

* *Le taux ne doit pas dépasser 7 % du total des catégories 1 à 7, tel que spécifié dans le Mémorandum d'accord du Fonds, et doit être conforme aux règles et procédures de chaque RUNO. On notera que les coûts directs induits par l'Agence exécutant le projet doivent être comptabilités dans la rubrique budgétaire correspondante, conformément aux règlements, règles et procédures de l'Agence en question.*

[4] Compte tenu du fait qu'il s'agit d'une demande de prolongation n'ayant pas d'impact sur le coût global, le sous-total et le total du budget doivent demeurer identiques à ceux du descriptif de projet d'origine approuvé.